

## Sursis de 6 mois pour le scanner de l'hôpital d'Auch

Lors de la conférence de presse de ce jeudi 12 décembre, la directrice de l'hôpital et la présidente de la CME s'en expliquent.



Sursis de 6 mois pour le scanner de l'hôpital d'Auch

Le mardi 10 décembre dans les locaux toulousains de l'ARS Occitanie, (Agence Régionale de Santé) a eu lieu une entrevue entre les membres du GIE IMEGA (le GIE IMLG, la Clinique de Gascogne et le Centre Hospitalier d'Auch en Gascogne) qui gèrent le scanner sur l'hôpital d'Auch. Une rencontre qui a laissé entrevoir une prorogation de son utilisation jusqu'à fin août 2020. Cet équipement qui a sept ans, est considéré par la Sécurité Sociale ayant atteint « sa durée de vie maximum », ce qui entraîne une diminution du forfait de la CPAM.



Il faudrait donc renouveler ce scanner pour en louer un autre beaucoup plus performant. Cette question de son renouvellement est une épine dans le pied de la direction de l'hôpital qui butte face à un membre du GIE IMEGA lequel y met son veto. La directrice du Centre hospitalier, **Sylvie Lacarrière**, le dit sans ambages : « Notre mariage avec le GIE IMEGA ne marche plus, nous souhaitons le divorce, nous sommes arrivés au bout de ce qui était possible. Si dans les six mois à venir rien n'évolue, l'ARS proposera une dissolution du GIE ». Six mois pendant lesquels un expert a été désigné pour un audit concernant le GIE IMEGA.

De son côté, **Véronique Lejeune**, présidente de la CME (Commission Médicale d'Établissement), s'insurge sur le blocage de ce dossier car dit-elle « Nous ne voulons pas que nos offres de soins soient entravées et que les patients soient pris en otage. La communauté médicale de l'hôpital est en train de créer un collectif pour que le scanner appartienne à l'hôpital ».



Reste maintenant à trouver un budget pour au mieux louer un nouveau scanner, voire deux, ce qui permettrait de solutionner « les embouteillages » entre la médecine qui traite les urgences et celle qui traite les consultations programmées. Autre problème qui se profile dans les mois à venir, celui du remplacement de l'IRM.